



## Législature 2020-2024 – Année administrative 2022

### Convocation à la séance du Conseil général de la Ville de Neuchâtel

Lundi 12 décembre 2022 à 18h30 – Séance n° 23

Hôtel de Ville – Salle du Conseil général

---

#### Ordre du jour

##### A. Rapports

- 22-018 Rapport du Conseil communal au Conseil général concernant le budget 2023
- 22-203 Rapport de la Commission financière concernant le budget 2023
- 22-021 Rapport d'information du Conseil communal au Conseil général en réponse au postulat 184 « Pour une meilleure priorisation des projets urbanistiques et une véritable concrétisation des investissements »
- 22-019 Rapport d'information du Conseil communal au Conseil général en réponse au postulat n° 176 « Faire revivre les jardins médiévaux : un projet novateur pour une recherche de son patrimoine »
- 22-020 Rapport d'information du Conseil communal au Conseil général en réponse à la motion n° 341 (20-303) « Des salles pour favoriser la vie de quartier et les projets collaboratifs »

##### B. Autres objets

*(Textes complets ci-après)*

- |   | page     |
|---|----------|
| <u>22-612</u> Interpellation du groupe PLR intitulée « Concernant la politique de stationnement sur le territoire de la nouvelle commune de Neuchâtel » | <u>3</u> |
| <u>22-613</u> Interpellation du groupe VertsPopSol intitulée « Les piétons, parents pauvres de la mobilité douce ? »                                    | <u>4</u> |
| <u>22-501</u> Postulat du groupe VertsPopSol intitulé « Quartiers durables »  | <u>6</u> |
| <u>22-615</u> Interpellation du groupe VertsPopSol intitulée « Le bruit, ce mal silencieux en quête d'une oreille attentive »                           | <u>7</u> |



<u>22-617</u>	Interpellation du groupe VertsPopSol intitulée « À quand des procédures simplifiées pour les installations solaires ? »	<a href="#">9</a>
<u>22-302</u>	Motion du groupe VertsPopSol intitulée « Un bilan carbone comme outil d'analyse et de maîtrise des émissions pour répondre à l'urgence climatique »	<a href="#">10</a>
<u>22-618</u>	Interpellation du groupe VertsPopSol intitulée « Feux d'artifices : quel bilan après trois ans ? »	<a href="#">12</a>
<u>22-619</u>	Interpellation du groupe VertsPopSol intitulée « Les cyclistes sont-ils présumé-e-s « coupables » aux yeux de la sécurité publique ? »	<a href="#">13</a>

### Pour mémoire

19-406 Proposition du groupe socialiste intitulée « Projet d'arrêté visant à préserver, aménager et développer les parcs et espaces publics dans les quartiers de la Ville de Neuchâtel »

*Déposée le 28 octobre 2019 et inscrite à l'ordre du jour pour la 1<sup>ère</sup> fois lors de la séance du 11 novembre 2019. Renvoi à la Commission des plans d'aménagement communal et d'alignement pour étude, selon décision du Conseil général du 20 janvier 2020, puis à la Commission DDMIE, selon décision du Bureau du Conseil général du 11 janvier 2021, confirmée le 9 mars 2021.*

*D'entente avec l'auteur de la proposition et conformément au rapport 22-009, cette proposition sera traitée dans le cadre de la révision du PAL.*

Neuchâtel, le 21 novembre 2022.

AU NOM DU CONSEIL COMMUNAL :	
La présidente,	Le chancelier,
Nicole Baur	Daniel Veuve

**Distribution** : aux membres du Conseil général, pour convocation  
aux suppléant-e-s du Conseil général, pour information

## **22-612**

**Interpellation du groupe PLR par M. Alain Rapin**, intitulée « Concernant la politique de stationnement sur le territoire de la nouvelle commune de Neuchâtel »

*Déposée le 9 juin 2022 et inscrite à l'ordre du jour pour la 1<sup>ère</sup> fois lors de la séance du 13 juin 2022*

---

Le groupe PLR souhaiterait connaître la vision stratégique et opérationnelle du Conseil communal concernant le stationnement futur des voitures (électriques ou non) sur le domaine public du territoire communal, s'il a une telle vision.

En effet, la mise en place du plan directeur cantonal de mobilité cyclable (PDCMC), qui pour Neuchâtel comprend 2 axes principaux reliant l'ouest à l'est de la commune, les différentes suppressions de places de parc au profit de places de stationnement pour deux-roues au centre-ville ou sans remplacement, ainsi que la suppression à venir du parking à ciel ouvert des Jeunes-Rives laissent songeurs concernant les possibilités futures de parquer dans la commune de Neuchâtel.

En outre, le plan de stationnement en zone bleue de la ville a été mis en commun avec celui de Peseux sur le site internet de la commune et comprend à présent les 13 zones de Neuchâtel et les 2 de Peseux (nord et sud), mais pas Corcelles-Cormondrèche.

Dans cette commune, une étude avait été demandée à un bureau spécialisé et des travaux avaient été effectués dans le but d'effectuer un décompte des places de stationnement en secteur public et privé. Un plan de stationnement avait été esquissé. À l'approche de la fusion, le Conseil communal de l'époque avait toutefois reporté l'introduction de macarons pour la création de zones de stationnement réglementées.

**Au vu de ce qui précède, il est demandé au Conseil communal de répondre aux questions suivantes :**

- Le Conseil communal a-t-il une vision d'ensemble de plan de stationnement automobile futur permettant d'absorber les besoins en place de stationnement du trafic pendulaire et de compenser la suppression des places de parc nécessaires à la mise en œuvre du PDCMC et de celles résultant de la fermeture (fin 2024) du parking des Jeunes-Rives? Si oui, laquelle?
- Quand le Conseil communal envisage-t-il d'introduire des zones bleues et une réglementation idoine sur l'ancien territoire de la commune de Corcelles-Cormondrèche ?
- Plus généralement, une uniformité de système et de règlement sera-t-il appliqué à l'ensemble de la nouvelle commune? Si oui dans quel délai ?

Le présent texte tient lieu de développement écrit

---

Réponse écrite du Conseil communal du 12 septembre 2022.

## **22-613**

**Interpellation du groupe VertsPopSol par Mme Johanna Lott Fischer et consorts,**  
intitulée « Les piétons, parents pauvres de la mobilité douce ? »

*Déposée le 22 juin 2022 et inscrite à l'ordre du jour pour la 1<sup>ère</sup> fois lors de la séance du 27 juin 2022*

---

Le piéton est le parent pauvre de la mobilité de manière générale, et même celui de la mobilité douce. Dans l'édition 2021 de la brochure « Mobile en Ville », la marche à pied n'est nullement mentionnée, bien que l'on passe en moyenne, selon les dernières statistiques de la Confédération, autant de temps à pied que dans sa voiture. Il existe de nombreux chemins pour piétons, mais ceux-ci sont très souvent mal indiqués. Aussi, rares sont les projets favorisant la marche à pied dans notre commune ; la création de la Ficelle est une heureuse exception.

En attendant les travaux qui seront réalisés dans le cadre du PAL, le groupe Vert-e-s-POP- SolidaritéS aimerait connaître l'avancement des projets favorisant la marche à pied initiés il y a quelques années déjà :

Questions :

- Comment ont été concrétisés les résultats des démarches participatives « Centre et rives » (2014) et « Centre et gare » (2015/2016), qui préconisaient, soit à l'unanimité des personnes présentes sinon à une large majorité, des améliorations pour les piétons ? Il a notamment été question de diverses phases de test, par exemple pour une traversée piétonne de la rue de l'Hôtel-de-Ville à la hauteur des Brasseurs.
- Un groupe de travail « signalisation » a été créé il y a quelques années. Où en est-il dans ses réflexions ? Est-ce qu'il sera également prévu d'y indiquer les temps de marche vers les lieux clés comme la gare, le lac ou p.ex. la bibliothèque, et de créer un plan pour piétons ?
- Des marches diagnostiques avec des personnes âgées ont été menées dans quelques quartiers de la ville avant la fusion. Cette démarche sera-t-elle étendue à l'ensemble du territoire de la commune fusionnée ?
- Il existe seulement 5 lignes de pédibus dans la commune de Neuchâtel ; les quartiers de la Coudre, de Vauseyon ou de Serrières ne sont par exemple pas desservis. Que propose la commune pour favoriser le déplacement des élèves à pied ?
- Est-ce que la Ville prévoit de mener des actions de mise en valeur des liaisons piétonnières, comme cela se fait par exemple à Tramelan (Les Traverses de Tramelan) ou à St-Gall (Stägestadt) ?

Développement

Dans le cadre de la mise en consultation du « Plan directeur des chemins pour piétons et des chemins de randonnée pédestre », le Canton s'est intéressé uniquement aux chemins de randonnée pédestre. Concernant les chemins pour piétons, les communes sont responsables de l'élaboration et la réalisation d'un réseau piétonnier à l'intérieur de leur localité.

La commune de Neuchâtel doit faire ce travail dans le cadre de la révision du PAL, prévu pour 2023. Or, il existe déjà un grand nombre de liaisons piétonnières, en dehors du trafic et souvent dans un axe vertical, qui permettent aux piétons d'atteindre leur but sans détour. Seulement, ces chemins sont très souvent mal indiqués et ne sont pas du tout mis en valeur. Par la création d'un réseau sûr et confortable, la population peut être motivée à se déplacer à pied, pour le plus grand bien de la santé et de la qualité de vie de chacun-e.

Pour favoriser, voire augmenter la part modale de la marche à pied, ce mode de mobilité doit recevoir une plus grande attention de nos autorités.

Le présent texte tient lieu de développement écrit

---

Réponse écrite du Conseil communal du 12 septembre 2022.

## **22-501**

**Postulat du groupe VertsPopSol par Mme Jasmine Herrera, intitulé « Quartiers durables »**

*Déposé et développé le 27 juin 2022 et inscrit à l'ordre du jour pour la 1<sup>ère</sup> fois lors de la séance du 5 septembre 2022*

---

Le groupe Vert-e-s-POP-SolidaritéS demande au Conseil communal d'étudier, dans le cadre de la révision du PAL, l'inscription d'une règle selon laquelle, pour les secteurs situés à l'intérieur des zones d'habitat, mixtes et centrales (ZHMC) mesurant au moins 5'000 m<sup>2</sup> et/ou soumis à plan de quartier, les autorisations de construire ne soient accordées qu'aux projets répondant aux critères cantonaux des quartiers durables, notamment au sens du Plan directeur cantonal.

### Développement écrit

Le groupe VPS estime que la motion « pour des quartiers durables » du groupe Vert de Corcelles-Cormondrèche, acceptée le 9 mars 2020, peut être classée, pour autant qu'elle soit remplacée par une nouvelle motion visant le même but.

La motion de l'ancienne commune de Corcelles-Cormondrèche demandait que le règlement actuel de la commune soit modifié pour encourager la création de quartiers plus respectueux de l'environnement. Le groupe VPS, qui compte également des élu-e-s de cette ancienne commune, souhaite honorer l'esprit de cette motion et l'étendre à l'ensemble de la nouvelle commune fusionnée.

Puisque les quartiers planifiés aujourd'hui seront probablement encore habités dans 100 ans, le groupe VPS est d'avis que toutes les constructions réalisées devraient dès à présent répondre à la notion de quartier durable.

Nous estimons que la règle est adaptée à des projets d'une certaine taille et nous proposons ainsi de maintenir le seuil de 5'000 m<sup>2</sup> déjà présent dans la motion, soit entre 50 et 100 nouvelles habitantes et habitants.

Au vu du retard pris par le Canton dans la définition des critères de quartiers durables, il n'est pas réaliste de demander que les 4 règlements communaux soient modifiés avant la révision du PAL. Cependant, le Canton s'est engagé à publier ces critères avant les révisions des PAL des communes (qui doivent être terminées pour février 2024) ; il est donc raisonnable d'appliquer cette règle sur l'ensemble du territoire communal, dans notre nouveau PAL.

### Discussion

## **22-615**

**Interpellation du groupe VertsPopSol par Mme Aline Chapuis et consorts,**  
intitulée « Le bruit, ce mal silencieux en quête d'une oreille attentive »

*Déposée le 13 octobre 2022 et inscrite à l'ordre du jour pour la 1<sup>ère</sup> fois lors de la séance du 24 octobre 2022*

---

Selon le rapport de l'OMS sorti en 2018<sup>1</sup>, le bruit est un risque environnemental majeur. En Europe occidentale, il représenterait même la deuxième cause de morbidité, après la pollution atmosphérique. Au-delà des troubles du sommeil ou des effets directs sur l'audition que chacun-e d'entre nous a certainement eu l'occasion d'expérimenter à l'une ou l'autre occasion, et peut-être même encore récemment<sup>2</sup>, le bruit affecte également le bien-être ainsi que la santé mentale et physique (maladies cardiovasculaires).

En Suisse, selon l'OFEV<sup>3</sup>, une personne sur sept est exposée à des nuisances sonores ; le trafic routier en est le principal responsable. La grande majorité de ces personnes (90 %) réside dans les villes et les agglomérations. A ce titre, notre commune urbaine n'est donc pas épargnée, bien au contraire. Différentes mesures, notamment la limitation de la vitesse sur les routes, seront donc prochainement appliquées (ou l'ont déjà été) afin de réduire l'impact du trafic routier. Que ce soit pour la quiétude des riverains, pour la sécurité des enfants se rendant à l'école ou celle des personnes optant pour un mode de déplacement plus écologique, notre groupe ne peut que s'en réjouir. Il constate néanmoins que les mesures prises jusqu'à présent n'ont malheureusement pas d'effet sur les pics de bruit dus aux accélérations insensées, alors que ceux-ci péjorent la qualité de vie des riverains et occasionnent de fréquentes réactions de stress néfastes pour la santé.

Cela étant dit, qu'en est-il des autres nuisances sonores qui se multiplient çà et là dans notre ville, à toute heure du jour et de la nuit, avec ce qui semble être un manque de volonté d'agir de la part des autorités, si ce n'est leur réelle complaisance ?

Le 17 février dernier marque pour certain-e-s habitant-e-s de notre commune la date à partir de laquelle les nuits ne sont plus synonymes de repos. Cette date n'est autre que celle de la levée de la quasi-totalité des mesures sanitaires nationales. Une fois les masques tombés et le soulagement passé, la vie semble avoir repris comme si elle devait rattraper deux années de restrictions : les manifestations avec musique amplifiée s'enchaînent à un rythme effréné, tendant à revêtir un caractère plus habituel « qu'exceptionnel », comme cela était avancé par le Conseil communal interpellé à ce sujet il y a trois ans (séance du 23 septembre 2019). Les personnes résidant dans le centre n'ont ainsi que peu de répit. Et comme le son se propage, les autres quartiers ne sont évidemment pas en reste.

Entre deux animations de ce type, les établissements publics assurent le maintien d'un niveau sonore élevé, que ce soit par leur propre musique ou par le biais de leur clientèle. En outre, les nuisances générées par les fêtards (qui, par définition, fêtent tard) sont agrémentées de coups intempestifs sur l'accélérateur de quelques automobilistes ou motards qui tournent en boucle. Au petit matin, parfois même avant

---

<sup>1</sup> <https://www.who.int/europe/publications/i/item/9789289053563> (Environmental noise guidelines for the European Region)

<sup>2</sup> Selon la O-RNLIS, au-delà d'un certain niveau sonore, des protections auditives sont censées être mises à disposition du public lors des manifestations. Fin septembre, cette directive n'a a priori pas été appliquée.

<sup>3</sup> <https://www.bafu.admin.ch/bafu/fr/home/themes/bruit/info-specialistes/exposition-au-bruit/etat-de-l-exposition-au-bruit-en-suisse.html>

que certains établissements publics aient tourné la clé, commence alors le cortège des balayuses, quelquefois accompagné de celui des souffleuses. Et enfin, pour celles et ceux qui auraient eu l'intention de récupérer un peu plus tard leurs heures de sommeil volées, c'est sans compter sur de potentiels « soundcheck » matinaux réalisés en vue des prochains concerts. En conclusion, si vous souhaitez dormir, fuyez !

Pourtant, au mois de mai passé, avec ces lignes inscrites dans le rapport concernant la demande de crédit pour la révision du PAL, notre Conseil découvrait quelques-unes des principales intentions du Conseil communal : « Devenue troisième ville de Suisse romande, la nouvelle commune doit préserver ses différents atouts et demeurer une ville de proximité tout en améliorant la qualité de vie de ses habitant-e-s et en renforçant son attractivité résidentielle. » (p. 3 du rapport 22-009). Dès lors, la stratégie du « trop et tout le temps » vraisemblablement adoptée par nos autorités en matière d'émissions sonores, et ce notamment ces six derniers mois, nous laisse songeuse-s. Certains contribuables auraient-ils droit au sommeil et d'autres non ? Les personnes habitant dans les zones dites mixtes (habitation et artisanat) devraient-elles décaler leurs heures de repos sur la journée ? Ou souhaite-t-on désormais ranger les habitant-e-s d'un côté et les activités de l'autre, au mépris de la proximité et des courtes distances prônées par le Livre de la fusion déjà (chapitre 2.2.5) ?

Au regard de ce qui précède, il est demandé au Conseil communal de répondre aux questions suivantes :

- Comment la Commune compte-t-elle garantir une cohabitation entre vie urbaine dynamique et qualité de vie des habitant-e-s des zones mixtes (degré de sensibilité au bruit III) ? Sur quelle(s) base(s) se fait la pesée des intérêts entre résident-e-s et manifestations avec musique amplifiée ?
- Sur quelle(s) base(s) les autorisations occasionnelles d'ouverture prolongée (de 2h à 4h, voire à 6h du matin) et les autorisations permanentes à 6h sont-elles délivrées aux établissements publics (art. 73 et 74 du Règlement de police 12.2 de l'ancienne commune de Neuchâtel) ? Ces autorisations tiennent-elles compte du cumul des nuisances sonores dans certains secteurs habités ? Peuvent-elles être délivrées pour n'importe quel jour de la semaine ?
- Afin de s'assurer que la législation liée au bruit est bel et bien respectée (Règlement de police 12.2 et arrêté 12.26 de l'ancienne commune de Neuchâtel, Directive Cercle Bruit), des contrôles inopinés sont-ils réalisés dans les établissements publics et pendant les manifestations ? Tiennent-ils compte également des immissions chez les habitant-e-s ? Quelles sont les mesures prises en cas de dépassements graves ou répétés (hors moyennes horaires) ?
- Si les valeurs de références attribuées au degré de sensibilité au bruit sont dépassées (Directive Cercle Bruit), comment la Commune soutient-elle les résident-e-s des quartiers affectés par ces nuisances sonores (qu'elles proviennent d'une ou plusieurs sources) ?
- Comment la Commune entend-elle combattre le bruit généré par les conducteurs peu scrupuleux, de jour comme de nuit (art. 42 de la LCR ; art. 33 de l'OCR) ? Des radars sonores sont-ils à l'étude ?
- La Commune tient-elle compte de la période de sommeil fixée dans la Directive Cercle Bruit (de 22h à 7h) pour établir les horaires de ses propres activités générant du bruit ?

Le présent texte tient lieu de développement écrit

## **22-617**

**Interpellation du groupe VertsPopSol par Mme Jacqueline Oggier Dudan et consorts**, intitulée « À quand des procédures simplifiées pour des installations solaires ? »

*Déposée le 18 octobre 2022 et inscrite à l'ordre du jour pour la 1<sup>ère</sup> fois de la séance du 24 octobre 2022*

---

Après l'offensive sur le solaire votée par le parlement fédéral fin septembre lors du débat concernant le contre-projet indirect à l'initiative pour les glaciers, il est grand temps que la Ville de Neuchâtel passe enfin à la vitesse supérieure.

Alors qu'une crise énergétique nous guette, les installations solaires se font encore beaucoup trop rares sur le territoire communal. Les raisons qui ne poussent pas davantage de propriétaires de bâtiments à s'y lancer sont certainement multiples et le prix de reprise d'un surplus de courant bien trop bas. Mais le plus grand obstacle est, sans doute, un parcours administratif parfois sans fin.

Pour notre groupe, il est incompréhensible qu'en 2022 des autorisations soient retardées ou même refusées pour des critères d'esthétique (plus ou moins importants au regard de chacun-e) qui ne tiennent pas ou peu compte de l'intérêt objectivement supérieur que représente le développement du photovoltaïque sur notre territoire communal.

Nous invitons donc le Conseil communal à répondre aux questions suivantes :

- Est-ce que le Conseil communal peut identifier les goulets d'étranglements dans le processus nécessaire à la pose de panneaux solaires (photovoltaïques ou thermiques) sur les toits, façades ou ailleurs et nous dire ce qu'il compte faire pour les améliorer ?
- Est-ce que le Conseil communal prévoit la mise en place d'un système permettant de délivrer des autorisations simplifiées selon l'emplacement du bâtiment, comme c'est en cours dans la commune de Saint-Blaise ? Avec p.ex. les critères suivants pour les zones/toits/façades non sensibles :
  - dossier allégé (sans plans d'architectes)
  - remise du dossier par voie électronique
  - exemption de l'enquête publique, pas d'accord nécessaire des voisin-e-s
  - priorité de traitement et délais raccourcis
  - étude très sommaire par le service délivrant l'autorisation de construire.

Le présent texte tient lieu de développement écrit

## **22-302**

**Motion du groupe VertsPopSol par Mme Mila Meury et consorts**, intitulée « Un bilan carbone comme outil d'analyse et de maîtrise des émissions pour répondre à l'urgence climatique »

*Déposée le 4 novembre 2022 et inscrite à l'ordre du jour pour la 1<sup>ère</sup> fois de la séance du 14 novembre 2022*

---

Le Conseil général prie le Conseil communal d'établir un bilan carbone annuel ou biennal afin de cibler correctement les objectifs à atteindre en vue de la neutralité carbone et ainsi de répondre à l'urgence climatique.

### Développement écrit

Le « Livre de la fusion », le « Programme politique » et la « Planification des dépenses d'investissement 2022-2025 » énoncent à plusieurs reprises les enjeux climatiques et la volonté du Conseil communal de mettre tout en œuvre pour y répondre. Dans cette continuité, la Commune cherche à démontrer qu'elle se préoccupe de son impact climatique à travers le choix de matériaux ou de méthodes à faibles émissions de gaz à effet de serre. Chaque rapport présenté au Conseil général, est doté d'un chapitre « impact sur l'environnement », mais ce dernier ne donne que des informations très générales et aborde la question du climat de manière superficielle. Peu d'études approfondies sont menées pour quantifier les émissions de CO<sub>2</sub> liées aux projets qui nous sont soumis. Quant à l'énergie grise, elle est souvent omise des calculs. Aujourd'hui, notre Commune doit se munir d'un outil d'analyse précis, transparent et susceptible d'orienter judicieusement nos choix.

Les accords de Paris, puis ceux de Glasgow, ratifiés par la Confédération, visent la neutralité carbone d'ici 2050. Pour y parvenir, il faudrait à minima que chaque unité territoriale diminue d'environ 4 % par an ses émissions, sans plus attendre.

Toutefois, le dernier rapport du GIEC nous alerte sur une progression plus rapide du réchauffement climatique, avec des effets généralisés et pour certains déjà irréversibles. Les scientifiques soulignent que même en limitant le réchauffement climatique à 1,5°C, « le monde s'expose à de multiples aléas climatiques inévitables dans les deux décennies à venir ». L'objectif de la neutralité carbone en 2050 nous paraît donc insuffisant car il nous conduira à franchir la barre des 2°C, avec les conséquences dramatiques que cela implique pour notre planète. Ainsi, nous devons dès à présent mettre tout en œuvre pour atteindre la neutralité carbone à une échéance beaucoup plus rapprochée. Pour cela, il est nécessaire de récolter les données qui nous permettront de dresser un bilan carbone. En connaissant l'impact de l'ensemble de notre territoire sur le climat, nous pourrons fixer des objectifs adaptés et ainsi répondre plus efficacement à l'urgence climatique.

Le Conseil communal est prié de se doter dans les meilleurs délais d'un outil d'évaluation basé sur des données précises et fiables en produisant un bilan carbone complet et détaillé pour l'ensemble de la Commune, en même temps que le rapport annuel sur la gestion et les comptes. Si la publication d'un tel bilan tous les ans paraît trop conséquente, le Conseil communal peut également étudier l'option d'en proposer un tous les deux ans. Cela permettra d'identifier des tendances de décroissance (ou croissance) des émissions de CO<sub>2</sub> en fonction des activités et par la même occasion de cibler les domaines où il est urgent d'agir. Des mesures concrètes et efficaces pourront alors être proposées dans les domaines prioritairement concernés, dans le but d'atteindre la neutralité carbone. Nous pensons évidemment au patrimoine immobilier de la Ville ou encore aux transports. Ce bilan mettra en lumière les mesures qui auraient été insuffisantes ou les actions qui ont émis beaucoup de CO<sub>2</sub>, et nous pourrons y remédier en priorité.

Les organisations qui développent ce type d'outil d'analyse, telles que « Quantis » ou « The Shift project », ne manquent pas.

Cet instrument sera également une aide essentielle dans la prise de décision. Le coût climatique doit être considéré comme un critère principal, au même titre que l'est généralement le coût financier. Le Canton a déjà fait connaître sa consommation de carburant et de combustible. Il est temps que les communes le fassent également. Notre Ville emboîterait ainsi le pas à d'autres villes de Suisse qui publient déjà leur bilan annuel d'émissions, pour certaines d'entre elles depuis 2019 (Ville de Genève, Ville de Lausanne, etc.).

### Discussion

## **22-618**

**Interpellation du groupe VertsPopSol par Mme Jasmine Herrera**, intitulée « Feux d'artifices : quel bilan après trois ans ? »

*Déposée le 8 novembre 2022 et inscrite à l'ordre du jour pour la 1<sup>ère</sup> fois lors de la séance du 14 novembre 2022*

---

En réponse à l'interpellation 19-612, le Conseil communal annonçait, le 20 janvier 2020 plusieurs mesures en faveur d'une réduction de l'impact négatif avéré des feux d'artifices sur la nature et l'humain. Or il semble qu'après la pause imposée par le Covid, les feux soient repartis de plus belle.

Dans sa réponse, le Conseil communal, représenté par Thomas Facchinetti, se disait « pleinement conscient du fait que les feux d'artifices ont un impact défavorable sur l'environnement et la santé » et s'engageait à :

- a) Etudier les alternatives en matière de spectacles gratuits, populaires, accessibles au plus grand nombre et à faible impact écologique pour proposer une commémoration du 1<sup>er</sup> août plus respectueuse de l'environnement et de la faune ;
- b) Inciter le comité de la Fête des Vendanges à évaluer l'opportunité de proposer un spectacle avec des technologies alternatives ;
- c) Préaviser négativement les feux d'artifices privés hormis ceux avec un intérêt public avéré (typiquement celui de la Fête des Vendanges) ;
- d) Faciliter l'expérimentation et la proposition de spectacles alternatifs et innovants.

Trois ans après ces déclarations, le Conseil communal peut-il nous informer sur l'état d'avancement de ces engagements ? En particulier :

*a) Etudier les alternatives en matière de spectacles gratuits, populaires, accessibles au plus grand nombre et à faible impact écologique pour proposer une commémoration du 1<sup>er</sup> août plus respectueuse de l'environnement et de la faune ;*

Quelles études ont-elles été réalisées depuis ? Peut-on espérer une alternative pour le 1<sup>er</sup> août 2023 ?

*b) Inciter le comité de la Fête des Vendanges à évaluer l'opportunité de proposer un spectacle avec des technologies alternatives ;*

Quel a été le résultat de ces discussions ? Le comité de la Fête des vendanges est-il disposé à envisager des solutions alternatives plus respectueuses de l'environnement ? En cas de refus, quelles mesures sont envisagées par le Conseil communal ? Par exemple celui-ci est-il prêt à réévaluer son soutien financier ?

*c) Préaviser négativement les feux d'artifices privés hormis ceux avec un intérêt public avéré (typiquement celui de la Fête des Vendanges) ;*

Combien de feux d'artifices privés ont-ils été autorisés depuis le 20 janvier 2020 ? Quel était l'intérêt public avéré de chacun d'entre eux, en particulier celui du 13 août dernier ? Et ont-ils fait l'objet d'une communication publique ?

*d) Faciliter l'expérimentation et la proposition de spectacles alternatifs et innovants.*

Quelles mesures ont été mises en place pour faciliter cette expérimentation ? Quels en ont été les résultats ?

Le présent texte tient lieu de développement écrit

## **22-619**

**Interpellation du groupe VertsPopSol par Mme Mila Meury**, intitulée « Les cyclistes sont-ils présumé-e-s « coupables » aux yeux de la sécurité publique ? »

*Déposée le 11 novembre 2022 et inscrite à l'ordre du jour pour la 1<sup>ère</sup> fois lors de la séance du 14 novembre 2022*

---

Voilà près de 30 ans que des démonstrations appelées « critical mass » ont lieu à travers le monde. Il s'agit de groupes de cyclistes qui se réunissent pour former une « masse ». Ils et elles déambulent pacifiquement dans les villes, dont les rues sont le plus souvent accaparées par les automobilistes. De cette manière, les cyclistes souhaitent accroître leur visibilité et faire prendre conscience de leur vulnérabilité. Ainsi, ils et elles démontrent que les infrastructures ont été conçues prioritairement pour les voitures et sont encore trop souvent inadaptées aux formes de mobilité alternative.

A Neuchâtel et à Chaux-de-Fonds, ces regroupements ont lieu régulièrement. Lors de ces déambulations, les cyclistes ne tentent pas de commettre des infractions, ou d'empêcher le passage des transports en commun ou encore des véhicules d'urgence. Le plus souvent, ils et elles ralentissent les automobilistes durant quelques minutes (souvent déjà à l'arrêt dans les embouteillages) en prenant une place bien visible dans l'espace public.

Lors du dernier rassemblement à la fin du mois de septembre, les participant-e-s ont été interpellé-e-s par la sécurité publique de la Ville de Neuchâtel. La première démarche des agents a été de demander leurs pièces d'identités, soi-disant de manière préventive « au cas où les cyclistes commettraient une infraction lors de leur trajet ».

Les agents confrontés au refus général, ont finalement renoncé à relever les identités des personnes présentes et ont encadré les cyclistes durant leur parcours. Une meilleure communication, souhaitée par les organisateur-trice-s de ces rassemblements, aurait permis plus de fluidité. Cela avait d'ailleurs été le cas lors d'éditions précédentes où des échanges avaient eu lieu en amont.

Cet acte a particulièrement choqué les participant-e-s, composé-e-s de familles, de retraité-e-s et de jeunes, qui ont eu l'impression d'être considéré-e-s comme « délinquant-e-s ».

Dès lors, le Conseil communal peut-il clarifier les points suivants :

- Les déambulations de motards, voire de simples voitures individuelles, sont-elles soumises au même traitement ?
- Le Conseil communal peut-il clarifier sa position face à ces mouvements populaires qui ont pour but d'encourager la mobilité douce et sensibiliser à la sécurité des cyclistes ?
- D'autres approches, moins répressives et traumatisantes, ne sont-elles pas envisageables ?

On le répète, ces rassemblements n'ont pas pour objectifs de semer le trouble, mais de présenter des formes de mobilité alternative non motorisée face au « tout bagnole ». Pour conclure, ce mouvement s'inscrit dans la problématique plus large de la mobilité future face aux enjeux climatiques.

Développement oral



**Législature 2020-2024 – Année administrative 2022**  
**Séance du Conseil général de la Ville de Neuchâtel**  
**Lundi 12 décembre 2022 à 18h30 – Séance n° 23**  
**Hôtel de Ville – Salle du Conseil général**

---

**Supplément à l'ordre du jour**

**B . Autres objets**

*(Texte complet ci-après)*

22-401 Proposition du groupe vert'libéral intitulée « Arrêté concernant les places d'amarrage dans les ports de la Commune de Neuchâtel »

Page

[2](#)

Neuchâtel, le 5 décembre 2022.

AU NOM DU CONSEIL COMMUNAL :

La présidente,

Le chancelier,

Nicole Baur

Daniel Veuve



## **22-401**

**Proposition (munie d'une demande de traitement prioritaire) du groupe vert'libéral par M. Aël Kistler**, intitulée « Arrêté concernant les places d'amarrage dans les ports de la Commune de Neuchâtel »

*Déposée le 29 novembre 2022 et inscrite à l'ordre du jour pour la 1<sup>ère</sup> fois de la séance du 12 décembre 2022*

---

### **Arrêté concernant les places d'amarrage dans les ports de la Commune de Neuchâtel (Du ...)**

Le Conseil général de la Ville de Neuchâtel,

Considérant qu'il y a lieu de préserver les ressources limitées que sont les places de port et de se conformer au mieux au plan directeur des rives émis par l'Etat de Neuchâtel.

Arrête :

#### **Article premier**

Le nombre de places d'amarrage pour bateau de catégorie 6 est limité à un maximum de 36 unités pour l'ensemble des places au sein des ports de la commune de Neuchâtel.

#### **Art. 2**

Aucune place nouvellement créée n'est attribuable à des bateaux de catégorie 6 (bateau dès 34 m<sup>2</sup>).

#### **Art. 3**

Le présent arrêté entre en vigueur immédiatement.

#### **Art. 4**

Le Conseil communal est chargé de l'application du présent arrêté.

#### **Développement**

Suite à la réponse à l'interpellation déposée en automne 2022 et au vu des débats y relatifs, le Conseil communal est sommé d'entendre la volonté du législatif concernant la limitation de la prolifération de bateaux démesurés sur le plan d'eau du lac de Neuchâtel. Il en va de la cohérence de la consommation énergétique ainsi que de la protection des rives contre l'érosion.